

Conseil des sciences et, à l'occasion, au Secrétariat d'État ou ailleurs.

Tous ne partageront pas cette opinion. J'ai l'impression que la vieille garde des économistes théoriciens sera la dernière à modifier son optique. On continuera sans doute à invoquer la trinité traditionnelle du libre-échange, du libre mouvement des capitaux et de la prospérité accrue qui en résulterait pour les travailleurs canadiens, pourvu qu'ils aient un emploi. Quant à leur sollicitude pour le travailleur, souli-

gnons que ces experts n'ont pas encore réussi à s'accommoder de la loi sur le salaire minimum.

Si jamais nous parvenons à nous libérer de notre héritage colonial de naïveté et de dogmatisme et à prendre conscience du jeu de forces et de contraintes auquel nous assujettit l'implantation de sociétés multinationales, l'on pourra entrevoir la fin de cette période que l'histoire pourrait affubler de la rubrique: De colonie à l'hibernation.

Mérites de l'intégration

par Harry G. Johnson

Formulé en termes très prudents, l'exposé ultra-raisonnable de M. Mitchell Sharp intitulé «*Relations canado-américaines: choix pour l'avenir*» illustre à mon avis l'un des traits les plus distinctifs de notre caractère national. J'entends l'hypothèse aveugle selon laquelle, si un nombre suffisant de Canadiens éminents crient assez fort leur «préoccupation» à l'égard de quelque chose et ne cessent de clamer jusqu'à ce que leur «préoccupation» reçoive une large publicité, c'est qu'il existe nécessairement un problème réel que le gouvernement devra régler en entérinant des politiques. Il importe peu que cette préoccupation soit fondée sur des preuves solides et une analyse sérieuse ou qu'elle traduise simplement le complexe d'infériorité ou l'inaptitude du citoyen «préoccupé» à obtenir, par le jeu de la libre concurrence, les biens, la renommée universitaire ou littéraire ou toute autre chose qu'il considère comme son dû de par sa qualité de Canadien éminent.

Du point de vue économique, le Rapport Gordon sur les *Perspectives économi-*

ques du Canada a été le premier à faire valoir des arguments en faveur du contrôle canadien de l'économie nationale même si ses recommandations, reprises par le Rapport Watkins, visaient manifestement les intérêts financiers de Toronto. Sur le plan culturel, exception faite des pressions exercées depuis longtemps par les media canadiens pour que soit protégée la vente de médiocres imitations canadiennes de produits américains, on observe depuis peu une campagne menée par nos universitaires (principalement en Ontario) pour réserver l'éducation des étudiants canadiens à des Canadiens guère plus instruits qu'eux. Il faut passablement de talent littéraire pour fondre ces plaidoyers intéressés en un désir collectif d'identité nationale. Il faut également une bonne dose d'optimisme pour croire que le caractère distinctif engendré par l'application de politiques préconisées par ces groupes intéressés puisse être pour les Canadiens, peu importe leur justification par rapport aux préoccupations canadiennes, une source de fierté plutôt que d'embarras devant les étrangers.

La notion d'«identité nationale» pose un problème pour l'individu parce que ce n'est qu'en engageant un débat sérieux sur d'importants problèmes généraux avec les ressortissants d'autres pays qu'il se rend compte si elle existe ou n'existe pas, selon qu'il perçoit ou non des aspects d'un problème que les autres ne voient pas, ou qu'il soupèse les problèmes et y apporte



M. Johnson est professeur de sciences économiques à l'Université de Chicago et à la London School of Economics. Durant l'année en cours, il est l'invité de M. Irving Fischer, professeur de sciences économiques à l'Université Yale, qui effectue actuellement des recherches pour le compte de la Cowles Fondation for Research in Economics.